



**PREFECTURE
REGION ILE DE
FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°IDF-017-2022-02

PUBLIÉ LE 8 FÉVRIER 2022

Sommaire

Agence Régionale de Santé / Direction de l'Offre de Soins - Pôle RH en Santé

IDF-2022-02-08-00001 - Décision n° DOS 2022 - 820 portant sur l'indemnisation et la majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (Hôpitaux de Saint-Maurice et Centre Hospitalier les Murets) (2 pages) Page 3

IDF-2022-02-08-00002 - Décision n° DOS 2022 - 821 portant sur l'indemnisation et la majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences) (2 pages) Page 6

Agence Régionale de Santé / Direction de l'Offre de Soins (DOS)

IDF-2022-02-04-00007 - Décision n°DOS-2022/793 du 04/02/2022 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France autorisant, dans le contexte de menace sanitaire grave liée au COVID-19, à titre dérogatoire et dans l'intérêt de la santé publique, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) à exploiter un scanner à des fins diagnostiques sur le site de l'Hôpital Rothschild Groupe Hospitalier universitaire AP-HP Sorbonne Université, 5 rue Santerre 75012 Paris (3 pages) Page 9

Agence Régionale de Santé / Direction de l'Offre de Soins (DOS) Pôle Efficience

IDF-2022-02-08-00003 - Arrêté n°DOS - 2022 / 839 portant approbation de l'avenant n°12 à la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Vivalto -Santé pour l'Enseignement, la Recherche et l'Innovation » (2 pages) Page 13

Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile de France / Service régional d'économie agricole

IDF-2022-02-04-00005 - Arrêté accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles à l'EARL THOMIN PERE ET FILS à PUSSAY - 91740 au titre du contrôle des structures et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles (4 pages) Page 16

IDF-2022-02-04-00006 - Arrêté accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles à Monsieur BABAULT Aurélien à PUISELET LE MARAIS - 91150 au titre du contrôle des structures et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles (6 pages) Page 21

Agence Régionale de Santé

IDF-2022-02-08-00001

Décision n° DOS 2022 - 820 portant sur
l'indemnisation et la majoration exceptionnelle
des heures supplémentaires réalisées dans les
établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de
l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986
portant dispositions statutaires relatives à la
fonction publique hospitalière (Hôpitaux de
Saint-Maurice et Centre Hospitalier les Murets)

DECISION n° DOS 2022 - 820

Portant sur l'indemnisation et la majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE-FRANCE

- VU** la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002 relatif au temps de travail et à l'organisation du travail dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le décret n° 2020-297 du 24 mars 2020 relatif aux heures supplémentaires et à leur dépassement dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- VU** le décret n°2020-1039 du 29 octobre 2020 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière;
- VU** la décision du ministre en charge de la santé la décision du 5 mars 2020 (publiée le 10 mars) portant application de l'article 15, alinéa 3, du décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002 relatif au temps de travail et à l'organisation du travail dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le décret n°2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière;
- VU** le décret n° 2021-1097 du 19 août 2021 modifiant le décret n° 2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- VU** le décret n° 2021-1709 du 18 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

Considérant que les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée peuvent être autorisés, par décision de la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé pour les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de cette loi, ou du Préfet du département pour les établissements mentionnés aux 4° et 6° du même article, à titre exceptionnel, notamment au regard des impératifs de continuité du service public ou de la situation sanitaire, à dépasser les bornes horaires fixées par le cycle de travail, pour une durée limitée et pour les personnels nécessaires à la prise en charge des usagers ;

Considérant le courrier en date du 21 janvier 2022 de la Directrice des Hôpitaux de Saint-Maurice et du Centre hospitalier les Murets sollicitant l'autorisation de mettre en œuvre l'indemnisation compensatrice et la majoration des heures supplémentaires ;

Considérant les difficultés de recrutement des professionnels de santé non médicaux soignants et non soignants, pour la Directrice des Hôpitaux de Saint-Maurice et du Centre hospitalier les Murets dans le contexte de la crise sanitaire ;

DECIDE

Article 1 : La Directrice des Hôpitaux de Saint-Maurice et du Centre hospitalier les Murets est autorisée à mettre en œuvre l'indemnisation compensatrice et la majoration des heures supplémentaires en vigueur pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 janvier 2022.

Article 2 : La Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France et la Directrice des Hôpitaux de Saint-Maurice et du Centre hospitalier les Murets sont chargées, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Ile-de-France.

Un recours contre la présente décision peut être formé devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Saint-Denis, le 8 Février 2022

P/La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé
d'Île-de-France
Le Directeur de l'Offre de soins

Signé

Didier JAFFRE

Agence Régionale de Santé

IDF-2022-02-08-00002

Décision n° DOS 2022 - 821 portant sur
l'indemnisation et la majoration exceptionnelle
des heures supplémentaires réalisées dans les
établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de
l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986
portant dispositions statutaires relatives à la
fonction publique hospitalière (GHU Paris
Psychiatrie et Neurosciences).

DECISION n° DOS 2022 - 821

Portant sur l'indemnisation et la majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE-FRANCE

- VU** la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002 relatif au temps de travail et à l'organisation du travail dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le décret n° 2020-297 du 24 mars 2020 relatif aux heures supplémentaires et à leur dépassement dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- VU** le décret n°2020-1039 du 29 octobre 2020 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière;
- VU** la décision du ministre en charge de la santé la décision du 5 mars 2020 (publiée le 10 mars) portant application de l'article 15, alinéa 3, du décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002 relatif au temps de travail et à l'organisation du travail dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU** le décret n°2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière;
- VU** le décret n° 2021-1097 du 19 août 2021 modifiant le décret n° 2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
- VU** le décret n° 2021-1709 du 18 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-287 du 16 mars 2021 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

Considérant que les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée peuvent être autorisés, par décision de la Directrice Générale de l'Agence régionale de santé pour les établissements mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de cette loi, ou du Préfet du département pour les établissements mentionnés aux 4° et 6° du même article, à titre exceptionnel, notamment au regard des impératifs de continuité du service public ou de la situation sanitaire, à dépasser les bornes horaires fixées par le cycle de travail, pour une durée limitée et pour les personnels nécessaires à la prise en charge des usagers ;

Considérant le courriel en date du 24 janvier 2022 du Directeur adjoint des Ressources Humaines du GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences sollicitant l'autorisation de mettre en œuvre l'indemnisation compensatrice et la majoration des heures supplémentaires ;

Considérant les difficultés de recrutement des professionnels de santé non médicaux soignants et non soignants, pour le Directeur adjoint des Ressources Humaines du GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences dans le contexte de la crise sanitaire ;

DECIDE

Article 1 : Le Directeur adjoint des Ressources Humaines du GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences est autorisé à mettre en œuvre l'indemnisation compensatrice et la majoration des heures supplémentaires en vigueur pour la période du 1^{er} novembre 2021 au 31 janvier 2022.

Article 2 : La Directrice Générale de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France et le Directeur adjoint des Ressources Humaines du GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Ile-de-France.

Un recours contre la présente décision peut être formé devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Saint-Denis, le 8 février 2022

P/La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé
d'Île-de-France
Le Directeur de l'Offre de soins

Signé

Didier JAFFRE

Agence Régionale de Santé

IDF-2022-02-04-00007

Décision n°DOS-2022/793 du 04/02/2022 du Directeur général de l'Agence régionale de santé Ile-de-France autorisant, dans le contexte de menace sanitaire grave liée au COVID-19, à titre dérogatoire et dans l'intérêt de la santé publique, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) à exploiter un scanner à des fins diagnostiques sur le site de l'Hôpital Rothschild Groupe Hospitalier universitaire AP-HP Sorbonne Université, 5 rue Santerre 75012 Paris

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ N°DOS-2022/793

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.6122-1 et suivants, R.6122-23 et suivants ;
- en particulier les articles L.3131-1, L.6122-9-1 et R.6122-31-1 relatifs au caractère dérogatoire d'autorisations d'activités de soins dans le cas de menace sanitaire grave et des mesures d'urgence prescrites dans l'intérêt de la Santé publique ;
- VU** la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;
- VU** l'ordonnance n°2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;
- VU** le décret n°2021-974 du 21 juillet 2021 relatif au régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;
- VU** le décret du 31 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER Directrice générale de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France à compter du 9 août 2021 ;
- VU** l'arrêté du 7 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** l'arrêté du 13 août 2021 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU** l'organisation mise en œuvre en lien avec l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), dont le siège social est situé 3 avenue Victoria, 75184 Paris Cedex 04 (FINESS 750712184), pour permettre la fluidification accélérée des parcours compte tenu de l'afflux massif de patients lié à l'épidémie de COVID-19 sur le territoire de Paris, impliquant l'obtention d'une autorisation à titre dérogatoire d'exploiter à des fins diagnostiques un scanner sur le site de l'Hôpital Rothschild Groupe Hospitalier universitaire AP-HP Sorbonne Université, 5 rue Santerre 75012 Paris (FINESS ET 750100083) ;
- CONSIDÉRANT** que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré le 30 janvier 2020 que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constituait une urgence de santé publique de portée internationale et a confirmé le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 ;

CONSIDÉRANT

que dans le contexte de menace sanitaire grave liée au COVID-19, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) sollicite l'autorisation d'exploiter à des fins diagnostiques un scanner au sein de l'Hôpital Rothschild, 5 rue Santerre 75012 Paris afin de permettre de disposer d'un circuit dédié pour les patients âgés et lourdement handicapés évitant ainsi des transferts et des risques supplémentaires de contamination ;

que ce scanner va également permettre de libérer des vacations sur le site de l'hôpital Trousseau et de les dédier à la prise en charge pédiatrique ;

CONSIDÉRANT

que dans le contexte actuel de circulation active du virus et du niveau élevé de l'épidémie avec des risques accrus de contamination liés aux nouveaux variants, les établissements doivent être en mesure de poursuivre ou de réactiver sans délai des organisations mises en place à l'occasion des précédentes vagues pour faire face à l'afflux de nouveaux patients ;

que cette démarche s'inscrit en cohérence avec les recommandations régionales d'adaptation de l'offre de soins hospitalière, fondées notamment sur les principes de montée en puissance coordonnée des territoires et des acteurs de santé, d'équité d'accès aux soins, de responsabilité populationnelle et de solidarité régionale ;

CONSIDÉRANT

que les synergies développées pour lutter contre l'épidémie entre les établissements de tous statuts ont vocation à perdurer ;

que l'entraide territoriale et interterritoriale reste un principe devant être partagé par tous ;

CONSIDÉRANT

que conformément aux articles L.6122-9-1 et R.6122-31-1 du code de la santé publique, en cas de menace sanitaire grave constatée, la Directrice générale de l'Agence régionale de santé peut délivrer à titre dérogatoire et temporaire une autorisation d'activité de soins ou d'équipements autre que celle au titre de laquelle un site est autorisé ;

qu'il convient ainsi de délivrer de nouvelles autorisations afin de pallier le risque de saturation des services de soins franciliens qui, au-delà de la gestion des contaminations liées au virus COVID 19, sont par ailleurs impactés par les épidémies saisonnières récurrentes et la prise en charge des autres malades, notamment chroniques ;

CONSIDÉRANT

qu'en application de l'article L.6122-9-1 du code de la santé publique, l'implantation ne sera pas comptabilisée dans les objectifs quantitatifs de l'offre de soins en région Ile-de-France ;

CONSIDÉRANT

que l'utilisation du nouvel appareil dont l'implantation est autorisée par la présente décision est subordonnée à l'obtention d'une autorisation d'utilisation à des fins diagnostiques, délivrée par l'Autorité de sûreté nucléaire en application du code de la santé publique ;

que, tant que cette autorisation n'a pas été délivrée par l'Autorité de sûreté nucléaire, aucun examen ne pourra être réalisé ;

DÉCIDE

- ARTICLE 1^{er} :** Dans le contexte de menace sanitaire grave liée au COVID-19, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) **est autorisée**, à titre dérogatoire et dans l'intérêt de la santé publique, à exploiter un scanner à des fins diagnostiques sur le site de l'Hôpital Rothschild Groupe Hospitalier universitaire AP-HP Sorbonne Université, 5 rue Santerre 75012 Paris.
- ARTICLE 2 :** La présente décision prend effet immédiatement.
- ARTICLE 3 :** La présente autorisation est délivrée pour une durée maximum de six mois.
- ARTICLE 4 :** Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé dans les deux mois à compter de sa notification devant le Ministre des Solidarités et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois suivant la notification de la présente décision.
- ARTICLE 5 :** Les Directeurs de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Ile-de-France.

Fait à Saint-Denis, le 04/02/2022

La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé
d'Ile-de-France

Signé

Amélie VERDIER

Agence Régionale de Santé

IDF-2022-02-08-00003

Arrêté n°DOS - 2022 / 839 portant approbation
de l'avenant n°12 à la convention constitutive
du Groupement de Coopération Sanitaire «
Vivalto -Santé pour l'Enseignement, la
Recherche et l'Innovation »

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ N°DOS - 2022 / 839

**Portant approbation de l'avenant n°12 à la convention constitutive du Groupement de
Coopération Sanitaire « Vivalto-Santé pour l'Enseignement, la Recherche et l'Innovation »**

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE- FRANCE

- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.6133-1 et suivants et R. 6133-1 et suivants ;
- VU** l'arrêté du 5 avril 2019 relatif aux groupements de coopérations sanitaires ;
- VU** le décret du 28 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France à compter du 9 août 2021 ;
- VU** l'arrêté n°DS 2021-029 du 09 août 2021 de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, Madame Amélie VERDIER, portant délégation de signature à Monsieur Didier JAFFRE, Directeur de l'offre de soins de l'ARS d'Ile-de-France ;
- VU** l'arrêté n°15-394 en date du 13 mai 2016 portant approbation de la convention constitutive du Groupement de Coopération sanitaire « VIVALTO-SANTÉ POUR L'ENSEIGNEMENT, LA RECHERCHE ET L'INNOVATION » ;
- VU** la décision de l'assemblée générale extraordinaire du GCS « VIVALTO-SANTÉ POUR L'ENSEIGNEMENT, LA RECHERCHE ET L'INNOVATION » en date du 2 septembre 2021, diminuant le capital social du Groupement ;
- VU** la décision de l'assemblée générale du GCS « VIVALTO-SANTÉ POUR L'ENSEIGNEMENT, LA RECHERCHE ET L'INNOVATION » en date du 31 décembre 2021, actant le retrait d'un membre et modifiant le montant du capital du Groupement ;
- VU** l'avenant n°12 à la convention constitutive du GCS « VIVALTO-SANTÉ POUR L'ENSEIGNEMENT, LA RECHERCHE ET L'INNOVATION » en date du 31 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'avenant n°12 du 31 décembre 2021 respecte les dispositions des articles L. 6133-1 et suivants et R. 6133-1 et suivants du code de la santé publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : L'avenant n°12 à la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « VIVALTO-SANTÉ POUR L'ENSEIGNEMENT, LA RECHERCHE ET L'INNOVATION » est approuvé ;

ARTICLE 2° : L'avenant n°12 à la convention constitutive approuve les modifications des articles 12 et 13 de la convention constitutive relatif, d'une part, au capital, et d'autre part, aux apports respectifs des membres afin de tenir compte du retrait au GCS du membre suivant :

- Le GIE VIVALTO SANTE MANAGEMENT, Groupement d'intérêt économique, dont le siège social est 61 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS ;

ARTICLE 3° : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France. Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour les intéressés ou de sa publication pour les tiers.

Fait à Saint-Denis, le 8 février 2022

La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé
d'Île-de-France

Par délégation
Le directeur de l'Offre de soins

Signé

Didier JAFFRE

Direction régionale et interdépartementale de
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile
de France

IDF-2022-02-04-00005

Arrêté accordant l'autorisation d'exploiter des
parcelles agricoles à l'EARL THOMIN PERE ET FILS
à PUSSAY - 91740 au titre du contrôle des
structures et en application du schéma directeur
régional des exploitations agricoles

ARRÊTÉ

**Accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles
à l'EARL THOMIN PERE ET FILS
à PUSSAY - 91740
au titre du contrôle des structures
et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles**

Le préfet de la région d'Île-de-France,
Préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment :

- L'article L312-1 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- Les articles L331-1 et suivants,
- Les articles R312-1 et suivants,
- Les articles R331-1 et suivants,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

VU le décret n°2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

VU le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,

VU le décret 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles

VU l'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) pour la région Île-de-France,

18 avenue Carnot- 94 234 CACHAN Cedex
Tél : 01 41 24 17 00
draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

Vu l'arrêté préfectoral IDF-2020-08-17-008 du 17 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative,

VU l'arrêté préfectoral IDF-2021-12-06-00006 du 06 décembre 2021 portant subdélégation de signature de Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative,

VU la demande d'autorisation d'exploiter n°21-24, déposée complète auprès de la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne, en date du 22/10/2022 par M. Pierre-Charles THOMIN, demeurant à PUSSAY – 91740 ,

VU l'information portée à la connaissance des membres de la section économie des exploitations agricoles de la Commission départementale d'orientation et de l'agriculture de l'Essonne, réunie, en date du 10/12/2021 ainsi que l'information auprès de la Direction départementale des territoires d'Eure-et-Loir.

CONSIDÉRANT :

- L'absence de candidature concurrente suite à la publicité du 29/10/2021, faite dans les communes concernées de l'Essonne et de l'Eure-et-Loir et sur les sites Internet des Services de l'État ;
- La situation de l'EARL THOMIN PERE ET FILS, société nouvellement créée, au sein de laquelle :
 - M. Pierre-Charles THOMIN, sera associé-exploitant, et reprend 80 % de parts sociales de l'EARL THOMIN JEAN-LOUIS ;
 - qui ne dispose pas de la capacité professionnelle agricole ;
 - qu'il s'installe à titre secondaire ;
 - M. Jean-Louis THOMIN, sera associé-non-exploitant et disposera de 20 % de parts sociales ;
- que la demande porte sur une surface de 136 ha 73 a (voir en annexe les références des parcelles) sur les communes de Pussay et Gommerville
- Que l'EARL THOMIN PERE ET FILS, entend poursuivre le développement de l'entreprise,
- Qu'en conséquence, la demande est conforme aux orientations du SDREA d'Île-de-France, et notamment celles ayant pour objectif :
 - de soutenir l'installation et la transmission des exploitations agricoles pour assurer le renouvellement intergénérationnel
 - de consolider ou maintenir les exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable
 - de consolider l'économie agricole du territoire en favorisant les bonnes relations entre les agriculteurs et leurs interlocuteurs, l'intégration de l'agriculture pour qu'elle contribue par son caractère multifonctionnel à la dynamique des territoires, la prise en compte des problématiques locales
 - de promouvoir les modes de productions favorisant les externalités environnementales positives, dont ceux relevant du mode de la production biologique au sens de l'article L.642-12 du code rural et de la pêche maritime, les exploitations reconnues de haute valeur environnementale, ainsi que ceux visant la protection de la biodiversité, la préserva-

18 avenue Carnot- 94 234 CACHAN Cedex
Tél : 01 41 24 17 00
draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

tion de la qualité de l'eau, de l'air et du sol, la lutte contre le changement climatique dont la séquestration du carbone dans les sols ou des couverts pérennes

- Que l'opération envisagée figure en priorité n° 4 au schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Île-de-France, soit installation y compris progressive, sur une exploitation viable, d'un jeune agriculteur ne répondant pas aux conditions de capacité agricole et dont le projet ne dépasse pas le seuil d'agrandissement excessif (article 5-3 du SDREA) ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'EARL THOMIN PERE ET FILS est autorisée à exploiter 136 ha 73 a de terres et le maintien du corps de ferme soit 0 ha 70 a, situées sur les communes de Pussay et Gommerville, correspondant aux parcelles mentionnées en annexe.

Article 2

La présente décision ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objet de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours, accessible sur le site www.telerecours.fr.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau rejet exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles.

Article 4

Le secrétaire général aux politiques publiques de la préfecture de la région d'Île-de-France, le directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Essonne et les maires des communes de Pussay et Gommerville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France et affiché en mairie des communes intéressées.

Fait à Cachan, le 04/02/2022

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur régional et interdépartemental adjoint
de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
d'Île-de-France,

Signé

Benjamin GENTON

18 avenue Carnot- 94 234 CACHAN Cedex
Tél : 01 41 24 17 00
draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

ANNEXE : LISTE DES PARCELLES QUE L'EARL THOMIN PERE ET FILS EST AUTORISÉ À EXPLOITER

| Communes | Section | Numéro | Surface | propriétaires |
|------------------|---------|--------|------------------|------------------------------|
| Gommerville (28) | A | 1 | 7 ha 70 a 00 ca | M. Philippe THOMIN |
| Pussay | ZL | 6 | 1 ha 04 a 69 ca | M. Philippe THOMIN |
| Pussay | ZD | 10 | 11 ha 16 a 07 ca | M. Philippe THOMIN |
| Pussay | ZD | 26 | 1 ha 13 a 08 ca | M. Philippe THOMIN |
| Pussay | ZH | 4 | 21 ha 49 a 81 ca | M. Philippe THOMIN |
| Pussay | ZD | 27 | 1 ha 29 a 23 ca | M. Philippe THOMIN |
| Pussay | ZH | 3 | 19 ha 89 a 58 ca | M. Philippe THOMIN |
| Pussay | ZD | 8 | 2 ha 96 a 30 ca | Mme Marie-Thérèse LEVETEAU |
| Pussay | ZH | 2 | 6 ha 09 a 22 ca | Mme Marie-Thérèse LEVETEAU |
| Pussay | ZB | 5 | 1 ha 39 a 13 ca | M. René FOIRY |
| Pussay | ZB | 12 | 22 a 60 ca | M. René FOIRY |
| Pussay | ZL | 9 | 24 a 74 ca | M. René FOIRY |
| Pussay | ZL | 11 | 15 a 26 ca | M. René FOIRY |
| Pussay | ZL | 40 | 2 ha 04 a 06 ca | M. René FOIRY |
| Pussay | ZD | 12 | 2 ha 27 a 71 ca | M. Didier CHAPART |
| Pussay | U | 61 | 2 ha 19 a 22 ca | M. Philippe THOMIN |
| Pussay | ZD | 13 | 1 ha 54 a 96 ca | Mme Annie REBIFFE CORTY |
| Pussay | ZB | 15 | 45 a 97 ca | Mme Annie REBIFFE CORTY |
| Pussay | U | 1 | 1 ha 05 a 00 ca | Indivision JANOTTIN |
| Pussay | U | 2 | | |
| Pussay | ZL | 25 | 84 a 80 ca | M. Alain COUDIERE |
| Pussay | ZN | 27 | 33 a 44 ca | Mme Chantal DEGARNE |
| Pussay | ZB | 13 | 32 a 25 ca | Indivision Marcel FOIRY |
| Pussay | ZL | 26 | 28 a 43 ca | M. Daniel FOIRY |
| Pussay | ZL | 24 | 22 a 40 ca | M. Guy TOURNADE |
| Pussay | ZL | 10 | 10 a 05 ca | Inconnu |
| Pussay | ZL | 13 | 10 a 00 ca | M. Moïse BALLOT |
| Pussay | ZN | 28 | 9 a 70 ca | Mme Marie-Françoise BAPTISTE |
| Pussay | ZL | 14 | 5 a 51 ca | Mme Michelle CORPECHOT |
| Pussay | R | 49 | 1 a 10 ca | Mme Lucienne DELANGLE |
| Pussay | R | 50 | 2 a 81 ca | Mme Lucienne DELANGLE |
| Gommerville (28) | A | 2 | 20 ha 86 a 40 ca | M. Jean-Louis THOMIN |
| Pussay | ZD | 7 | 7 ha 94 a 90 ca | M. Jean-Louis THOMIN |
| Pussay | ZD | 9 | 1 ha 50 a 16 ca | M. Jean-Louis THOMIN |
| Pussay | ZH | 1 | 19 ha 22 a 48 ca | M. Jean-Louis THOMIN |
| Pussay | ZH | 5 | 41 a 93 ca | M. Jean-Louis THOMIN |

18 avenue Carnot- 94 234 CACHAN Cedex
Tél : 01 41 24 17 00
draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr
http://draaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/

Direction régionale et interdépartementale de
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile
de France

IDF-2022-02-04-00006

Arrêté accordant l'autorisation d'exploiter des
parcelles agricoles à Monsieur BABAULT Aurélien
à PUISELET LE MARAIS - 91150 au titre du
contrôle des structures et en application du
schéma directeur régional des exploitations
agricoles

ARRÊTÉ

**Accordant l'autorisation d'exploiter des parcelles agricoles
à M. BABAULT Aurélien
à PUISELET LE MARAIS - 91150
au titre du contrôle des structures
et en application du schéma directeur régional des exploitations agricoles**

Le préfet de la région d'Île-de-France,
Préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment :

- L'article L312-1 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- Les articles L331-1 et suivants,
- Les articles R312-1 et suivants,
- Les articles R331-1 et suivants,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

VU le décret n°2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

VU le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,

VU le décret 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles

VU l'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) pour la région Île-de-France,

18 avenue Carnot- 94 234 CACHAN Cedex
Tél : 01 41 24 17 00
draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

Vu l'arrêté préfectoral IDF-2020-08-17-008 du 17 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative,

VU l'arrêté préfectoral IDF-2021-12-06-00006 du 06 décembre 2021 portant subdélégation de signature de Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, en matière administrative,

VU la demande d'autorisation d'exploiter n°21-23, déposée complète auprès de la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne, en date du 22/01/2022, par M. Aurélien BABAULT, demeurant à Valpuiseaux et dont le siège social se situera à Puiset-le-Marais,

VU l'information portée à la connaissance des membres de la section économie des exploitations agricoles de la Commission départementale d'orientation et de l'agriculture d'orientation et de l'agriculture de l'Essonne, réunie en date du 10/12/2021 et auprès de la Commission départementale d'orientation et de l'agriculture d'orientation et de l'agriculture du Loiret, réunie en date du 9/12/2021.

CONSIDÉRANT :

- L'absence de candidature concurrente suite à la publicité du 29/10/2021 faite dans les communes concernées de l'Essonne et du Loiret et sur les sites Internet des Services de l'État ;
- La situation de M. Aurélien BABAULT :
 - qui dispose de la capacité professionnelle agricole ;
 - qui s'installe à titre principal avec la dotation jeune agriculteur,
 - qui souhaite exploiter en grandes cultures, 204 ha 65 a 36 ca de terres agricoles, situées sur les communes de Bois-Herpin, Auvers-Saint-Georges, La Forêt-Sainte-Croix, Janville-sur-Juine, Morigny-Champigny, Puiset-le-Marais, Bouville, Villeneuve-sur-Auvers (91) et Thignonville (45) (voir en annexe les références des parcelles) provenant de deux exploitations soit :
 - 80 ha de terres exploitées par l'EARL DES ROCHETTES, représentée par Mme Catherine HARDY dont le siège social se situe à Villeneuve-sur-Auvers ;
 - 124 ha 65 a 36 ca de terres exploitées par l'EARL FERME DES TREMBLOTS, représentée par M. Bruno LEFEVRE, dont le siège social se situe à Puiset le Marais ;
 - qui souhaite convertir en agriculture biologique un tiers de la surface reprise ;
- Qu'en conséquence, la demande est conforme aux orientations du SDREA d'Île-de-France, et notamment celles ayant pour objectif :
 - de soutenir l'installation et la transmission des exploitations agricoles pour assurer le renouvellement intergénérationnel
 - de consolider ou maintenir les exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable
 - de promouvoir des modèles agricoles viables, associant productivité et performance environnementale et énergétique des exploitations agricoles
 - de promouvoir une agriculture diversifiée, source d'emplois et génératrice de revenu sécurisé pour les agriculteurs, notamment par la diversité des productions et des modes

18 avenue Carnot- 94 234 CACHAN Cedex
Tél : 01 41 24 17 00
draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

de production et la recherche d'une meilleure résilience des exploitations aux aléas climatiques, économiques et techniques

- de favoriser l'organisation et la structuration des producteurs et des filières de produits agricoles
 - de consolider l'économie agricole du territoire en favorisant les bonnes relations entre les agriculteurs et leurs interlocuteurs, l'intégration de l'agriculture pour qu'elle contribue par son caractère multifonctionnel à la dynamique des territoires, la prise en compte des problématiques locales
 - de promouvoir les modes de productions favorisant les externalités environnementales positives, dont ceux relevant du mode de la production biologique au sens de l'article L.642-12 du code rural et de la pêche maritime, les exploitations reconnues de haute valeur environnementale, ainsi que ceux visant la protection de la biodiversité, la préservation de la qualité de l'eau, de l'air et du sol, la lutte contre le changement climatique dont la séquestration du carbone dans les sols ou des couverts pérennes
- Que l'opération envisagée figure en priorité de rang 1) au schéma directeur régional des exploitations agricoles d'Île-de-France, soit installation à titre principal d'un jeune agriculteur, disposant de la capacité agricole, sur une exploitation viable et dont le projet ne dépasse pas le seuil d'agrandissement excessif spécifié à l'article 5-3 du SDREA d'Île-de-France ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

M. Aurélien BABAULT, dont le siège sera situé – Ferme des Tremblots – 91150 PUISELET-LE-MARAIS, **est autorisé à exploiter, en grandes cultures, 204 ha 65 a 36 ca** de terres situées sur les communes de Bois-Herpin, Auvers-Saint-Georges, La Forêt-Sainte-Croix, Janville-sur-Juine, Morigny-Champigny, Puisselet-le-Marais, Bouville, Villeneuve-sur-Auvers (91) et Thignonville (45) (voir en annexe la liste des parcelles)

Article 2

La présente décision ne vaut pas accord des propriétaires. Elle ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire de la décision d'autorisation d'exploiter doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens objet de la présente autorisation d'exploiter.

Article 3

Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours, accessible sur le site www.telerecours.fr.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau rejet exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles.

18 avenue Carnot– 94 234 CACHAN Cedex
Tél : 01 41 24 17 00
draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

Article 4

Le secrétaire général aux politiques publiques de la préfecture de la région d'Île-de-France, le directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Essonne et les maires des communes de Bois-Herpin, Auvers-Saint-Georges, La Forêt-Sainte-Croix, Janville-sur-Juine, Morigny-Champigny, Puiset-le-Marais, Bouville, Villeneuve-sur-Auvers (91) et Thignonville (45), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France et affiché en mairie des communes intéressées ;

Fait à Cachan, le 04/02/2022

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur régional et interdépartemental adjoint
de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
d'Île-de-France,

Signé

Benjamin GENTON

ANNEXE : LISTE DES PARCELLES QUE M. AURELIEN BABAULT EST AUTORISÉ À EXPLOITER

| propriétaires | Commune | réf parcelles | | Surface en ha | propriétaires | Commune | réf parcelles | | Surface en ha |
|--------------------------|--------------------|--------------------|--------|------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|--------|---------------|
| LEFEVRE Gilles | THIGNONVILLE | ZK | 31J | 8,2272 | HEMON Bernadette | MORIGNY CHAMPIGNY | H | 647 | 0,5460 |
| | | ZK | 31K | 2,0568 | JOUSSET François | MORIGNY CHAMPIGNY | E | 788 | 2,1787 |
| | AUVERS ST GEORGES | ZH | 3 | 1,0950 | LAFOUASSE Marcel | MORIGNY CHAMPIGNY | K | 27 | 0,2000 |
| | BOIS HERPIN | Z | 74 | 0,7320 | LAFARGE Suzanne | MORIGNY CHAMPIGNY | K | 28 | 0,1930 |
| | | Z | 122 | 0,5920 | PARIS Madeleine | MORIGNY CHAMPIGNY | H | 706 | 0,1860 |
| | LA FORÊT STE CROIX | Y | 428 | 10,7174 | BROGGIO Guy | PUISELET LE MARAIS | G | 491 | 0,0911 |
| | | Y | 363 | 1,3850 | LEFEVRE Bruno | PUISELET LE MARAIS | F | 170 | 3,4915 |
| | MORIGNY CHAMPIGNY | K | 2J | 0,2870 | | F | 234J | | 2,9548 |
| | | K | 2K | 0,2870 | | F | 234K | | 0,0984 |
| | | K | 3J | 0,9417 | | ZE | 01AJ | | 5,6003 |
| | | K | 3K | 1,8833 | | ZE | 01AK | | 5,6003 |
| | | K | 4 | 0,8620 | | ZE | 01AL | | 11,2005 |
| | | K | 78J | 1,1918 | | ZE | 10J | | 1,7195 |
| | | K | 78K | 0,3972 | | ZE | 10K | | 1,7195 |
| | | K | 73 | 5,1983 | | ZE | 53 | | 2,6780 |
| | | PUISELET LE MARAIS | ZH | 65J | 4,6636 | BRISSET Roberte | AUVERS ST GEORGES | ZH | 50 |
| | ZH | | 65K | 4,6637 | | BOUVILLE | G | 71 | 1,2470 |
| | ZH | | 65L | 4,6637 | | VILLENEUVE SUR AUVERS | A | 126 | 1,3680 |
| | ZE | | 66BJ | 1,9586 | | D | 160 | | 0,2650 |
| | ZE | | 66BK | 1,9586 | | D | 161 | | 0,4570 |
| ZE | 66BL | | 1,8658 | DESGARDIN Julien | AUVERS ST GEORGES | ZH | 47 | 1,0000 | |
| LOUVEL Didier | BOIS HERPIN | Z | 73 | 0,4330 | | VILLENEUVE SUR AUVERS | A | 111J | 0,0183 |
| POUSSARD Claude | BOIS HERPIN | Z | 75 | 0,9613 | | A | 111K | 0,0183 | |
| HEBERT Pierre | LA FORÊT STE CROIX | Y | 364 | 0,3620 | DESCOUBES Bernard | AUVERS ST GEORGES | ZE | 33 | 2,3620 |
| LEFEVRE Thierry | LA FORÊT STE CROIX | X | 140J | 1,0350 | | BOUVILLE | F | 11 | 2,1440 |
| | | X | 140K | 3,1050 | | VILLENEUVE SUR AUVERS | D | 162J | 0,1125 |
| ETAT SERVICE DU DOMAINE | MORIGNY CHAMPIGNY | H | 705 | 0,8340 | | D | 162K | 0,5625 | |
| | | F | 140 | 0,2310 | | G | 81 | 0,6225 | |
| | | | | | | | | | |
| DEPARTEMENT DE L'ESSONNE | MORIGNY CHAMPIGNY | E | 20J | 0,5768 | FOUCAULT Robert | AUVERS ST GEORGES | ZE | 15 | 0,1800 |
| | | E | 20K | 0,5769 | | ZE | 16 | 0,3220 | |
| | | E | 797J | 0,2180 | | ZE | 35 | 1,1590 | |
| | | E | 797K | 0,2235 | | ZE | 52j | 0,6227 | |
| BRICHARD Suzanne | MORIGNY CHAMPIGNY | K | 125 | 0,8071 | | ZE | 52k | 0,6228 | |
| DANTONNET Marc | MORIGNY CHAMPIGNY | E | 143 | 0,2570 | | BOUVILLE | A | 19j | 0,3116 |
| Inconnu | MORIGNY CHAMPIGNY | F | 85 | 0,0640 | | A | 19K | 0,6234 | |
| DRAPPIER Charles | MORIGNY CHAMPIGNY | K | 29 | 0,2510 | | F | 13 | 0,8500 | |
| DUCLOS Nicole | MORIGNY CHAMPIGNY | C | 90 | 0,1567 | | G | 92j | 0,7880 | |
| | | C | 103 | 0,1462 | | G | 92K | 0,7880 | |
| | | C | 154 | 0,4968 | | VILLENEUVE SUR AUVERS | E | 57 | 0,5030 |
| | | F | 84 | 0,3760 | | H | 43j | 0,6748 | |
| | | F | 172K | 0,1725 | | H | 43K | 0,6747 | |
| | | F | 172L | 4,2023 | GALLIC Alain | AUVERS ST GEORGES | ZH | 17 | 0,7895 |
| | | F | 172M | 4,2023 | | ZH | 18 | 0,6155 | |
| | | F | 172N | 10,5450 | | | | | |

18 avenue Carnot- 94 234 CACHAN Cedex
Tél : 01 41 24 17 00
draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr
http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/

| propriétaires | Commune | réf parcelles | Surface en ha | propriétaires | Commune | réf parcelles | Surface en ha | | |
|-------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------|---------------|------------------|-------------------|--------|
| HARDY Bertrand | AUVERS ST GEORGES | ZH 51 | 1,6015 | LEGOURD Jeanne | AUVERS ST GEORGES | ZE 19 | 1,5230 | | |
| | | ZI 19 | 1,2940 | | | ZE 20 | 0,2900 | | |
| | | ZI 31 | 0,3790 | | | ZE 21 | 0,1100 | | |
| | | ZI 32 | 1,2990 | | | ZE 22 | 1,0880 | | |
| | | ZI 33 | 0,4140 | | | ZE 23 | 1,3300 | | |
| | | ZI 41 | 1,3655 | | | ZE 77 | 0,3600 | | |
| | BOUVILLE | A 16J | 0,1733 | | ZH 68J | 0,6207 | | | |
| | | A 16K | 0,3467 | | ZH 68K | 0,3103 | | | |
| | | A 32J | 0,3333 | | ZH 69J | 0,0562 | | | |
| | | A 32K | 0,6667 | | ZH 69K | 0,0188 | | | |
| | | F 12 | 1,3480 | | VILLENEUVE SUR AUVERS | D 122 | 0,5265 | | |
| | | G 87 | 0,8545 | | | D 156J | 0,0657 | | |
| | | G 132 | 0,7150 | | | D 156K | 0,1313 | | |
| | | G 135 | 0,4170 | | | D 157J | 0,0750 | | |
| | JANVILLE SUR JUINE | B 330 | 0,0995 | | | D 157K | 0,1500 | | |
| | | B 351 | 0,6235 | | | E 329 | 0,4800 | | |
| | | B 355 | 0,3496 | | | E 356J | 0,1202 | | |
| | VILLENEUVE SUR AUVERS | A 36J | 0,0620 | | | E 356K | 0,1203 | | |
| | | A 36K | 0,0620 | | | G 1 | 0,2990 | | |
| | | D 41 | 0,3865 | | | G 11 | 0,2540 | | |
| | | D 109 | 0,9025 | | | G 57J | 0,2322 | | |
| | | D 111J | 0,2396 | | | G 57K | 0,2322 | | |
| | | D 111K | 0,2396 | | | G 57L | 0,2321 | | |
| | | D 112J | 0,1054 | | | G 58J | 0,3570 | | |
| | | D 112K | 0,1054 | | G 58K | 0,3570 | | | |
| | | D 131 | 0,4000 | | G 58L | 0,3570 | | | |
| | | D 194 | 0,2270 | | H 17 | 2,4545 | | | |
| | | D 242 | 0,8400 | | H 57 | 0,2820 | | | |
| | | E 58 | 0,1725 | | H 63 | 0,8250 | | | |
| | | G 34J | 0,6819 | | H 64 | 0,4340 | | | |
| | | G 34K | 1,3636 | | H 65 | 0,0870 | | | |
| | H 9 | 1,3800 | MONTAGNE Annie | | AUVERS ST GEORGES | ZE 57 | 1,4800 | | |
| | M. et Mme HARDY | AUVERS ST GEORGES | | | ZE 53J | 0,3567 | POULARD Philippe | AUVERS ST GEORGES | ZE 34 |
| | | | ZE 53K | | 0,3568 | ZE 44 | | | 2,1830 |
| | | BOUVILLE | G 91 | | 0,6450 | ZE 71 | | 1,2025 | |
| | | | MORIGNY CHAMPIGNY | | N 9 | 0,3339 | | BOUVILLE | G 88 |
| | | VILLENEUVE SUR AUVERS | D 110J | | 0,5350 | G 89 | | | 1,9765 |
| | | | D 110K | | 0,8025 | G 90 | | | 0,3870 |
| | | | G 33 | | 0,5620 | G 93 | | | 1,3095 |
| | | | G 67J | | 0,2666 | G 134 | | | 1,7565 |
| G 67K | | | 0,2666 | F 14 | 0,8700 | | | | |
| G 67L | | | 0,2665 | VILLENEUVE SUR AUVERS | D 81 | 0,2030 | | | |
| G 66 | 0,0053 | | D 106 | | 0,0649 | | | | |
| F 110 | 0,2360 | | INDIVISION POPOT | AUVERS ST GEORGES | ZE 28 | 0,8140 | | | |
| E 331 | 0,5283 | BOURDON Moïse | BOUVILLE | G 136 | 0,2620 | | | | |
| E 367 | 0,7236 | SCI DU CARREAU SAIN | MORIGNY CHAMPIGNY | C 89 | 0,3260 | | | | |
| H 48J | 1,3557 | | | C 101 | 0,2514 | | | | |
| H 48K | 0,6778 | BLANLUET Marc | VILLENEUVE SUR AUVERS | C 116 | 0,3709 | | | | |
| DES GARDIN Robert | VILLENEUVE SUR AUVERS | | | D 43 | 0,1300 | C 135 | 0,0656 | | |
| | | D 193 | 0,0715 | BUSSON Jean-Pierre | MORIGNY CHAMPIGNY | C 105 | 0,1419 | | |
| LEGENDRE Gilles | VILLENEUVE SUR AUVERS | A 30J | 0,1335 | | | C 107 | 0,2729 | | |
| | A 30K | 0,1335 | C 120 | | | 0,1323 | | | |
| VERDUMON Juliette | MORIGNY CHAMPIGNY | C 121 | 0,1980 | COMMUNE DE VILLENEUVE SUR AUVERS | VILLENEUVE SUR AUVERS | D 108 | 0,0705 | | |
| | | | | | | D 134 | 0,6820 | | |
| | | | | | | G 14 | 0,2630 | | |

18 avenue Carnot- 94 234 CACHAN Cedex
Tél : 01 41 24 17 00
draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr
http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/